



Suivi – évaluation des diplômés de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Dschang au Cameroun et problématique de leur insertion en milieu professionnel

Philippe TCHOMGA, doctorant

Département de géographie, Université de Dschang, Cameroun

Martin KUÉTÉ, professeur

Département de géographie, Université de Dschang, Cameroun

Eike W. SCHAMP, professor

Department of human geography, Goethe University, Frankfurt/Main, Germany

Résumé

Face à la croissance du chômage chez les jeunes diplômés, un changement de modèle s'impose quant au rôle de l'Université, et à l'adéquation de sa formation à l'emploi. Au Cameroun, ce changement de paradigme est déjà pris en charge par les discours et les rapports souvent biaisés d'hommes politiques ou de responsables d'universités, peu disposés à faire l'autopsie de la crise de son système d'enseignement supérieur. Ainsi, la réforme de 1993, mise en œuvre pour décongestionner l'unique université de Yaoundé, est présentée à tort par certains officiels comme un premier pas vers la professionnalisation des enseignements. De plus, la mise en place récente du système LMD n'a pas donné au Cameroun l'occasion de redéfinir les formations dans une visée de professionnalisation, encore moins de résoudre les problèmes qui existaient dans l'unique université et se sont reproduits fidèlement dans les nouvelles.

Si le projet de coordination et modernisation de l'enseignement technologique supérieur (COMETES) a œuvré à la professionnalisation à travers les Centres d'Interface avec le monde professionnel, les filières généralistes posent encore de graves défis professionnels. Elles

comportent les plus gros effectifs, mais débouchent le plus souvent sur des emplois de survie, ce qui représente une perte, tant pour l'étudiant, les parents et l'État. Comment augmenter les compétences professionnelles des jeunes de ces filières afin qu'ils quittent l'Université avec un diplôme leur permettant de s'insérer dans le milieu du travail?

Pour répondre à cette préoccupation, l'université de Frankfurt, en partenariat avec trois universités périphériques camerounaises – Buéa, Dschang et Ngaoundéré – jugées suffisamment représentatives des socles communs et des milieux sociologiques, mènent des enquêtes parallèles auprès des diplômés depuis janvier 2007, au moyen de questionnaires à choix multiples. Les résultats présentés ici ne concernent que les filières lettres et sciences humaines de l'Université de Dschang et évaluent la croissance des effectifs de diplômés, en rapport avec les proportions d'insertion professionnelles dans chacune des filières. Ils tentent aussi d'établir leur hiérarchisation en terme d'insertion avant d'analyser les possibilités d'améliorer la professionnalisation. Ces données statistiques, couplées aux récits de vie des diplômés, sont susceptibles d'aider à l'orientation des jeunes bacheliers et d'éclairer la réorganisation des programmes académiques en cause.

Mots-clés: Dschang, université, diplômés, filières, curricula, insertion professionnelle, adéquation formation –emploi.

Introduction

Au Cameroun, la première université fut l'Université fédérale, créée en 1962, puis rebaptisée *Université de Yaoundé* en 1967. Jusqu'aux années 1970, ses diplômés sont facilement recrutés par l'administration et autres services de l'État. Cette première université est responsable de la formation des cadres de haut niveau.

Dès les années 1990, l'Université de Yaoundé est confrontée à l'épineux problème de la croissance de ses effectifs qui sont passés de 539 à près de 45 000 étudiants. Les infrastructures initialement prévues pour 5 000 étudiants n'étaient plus adaptées, et le personnel d'encadrement ne suffisait plus à assurer ses missions traditionnelles. L'employabilité tous azimuts des diplômés par l'État dans l'administration camerounaise est devenue inopérante.

Le ratio enseignant/étudiant est de

- 1/132 pendant l'année académique 1990-1991 à la Faculté de droit et de sciences économiques,
- 1/58 à la Faculté des lettres et sciences humaines,
- 1/42 à la Faculté des sciences.

Ce sont finalement les revendications politiques et les grèves estudiantines qui ont poussé les pouvoirs publics à entreprendre la décentralisation du système universitaire, aussi appelée la réforme de janvier 1993. Parmi les mesures issues de cette réforme figurent la suppression de la bourse aux étudiants et l'institution de droits universitaires au taux forfaitaire de 50 000 frs cfa.

Les textes du 19 janvier 1993 créent six nouvelles universités, réparties sur le territoire national:

- les Universités de Yaoundé I et Yaoundé II au centre,
- l'Université de Douala dans le Littoral,
- l'Université de Buéa au Sud-Ouest,
- l'Université de Ngaoundéré dans l'Adamaoua,
- l'Université de Dschang à l'Ouest,
- et l'Université de Maroua, la dernière créée en 2008, dans l'extrême nord.

Ces réformes ont été jugées inappropriées par rapport à la grave crise économique traversée par de nombreux pays africains, dont le Cameroun (Njeuma *et al.*, 1999).

Plus de 10 ans après la création des six universités, la nécessité d'une évaluation s'imposait, notamment celle du rôle des diplômés dans le développement régional. Dans le cadre d'un projet conjoint entre le département de géographie humaine de l'université de Frankfurt et de 3 équipes de 3 universités camerounaises, Buéa, Dschang et Ngaoundéré, une analyse est faite sur la contribution des nouvelles universités des zones périphériques au développement régional (Schamp, 2006). Les enquêtes sont faites au moyen d'un questionnaire à choix multiples. Elles utilisent principalement la méthode « boule de neige » et bénéficient de la collaboration des réseaux d'anciens étudiants.

Les résultats présentés ici concernent seulement la Faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Dschang. Ils sont publiés à mi-parcours pour répondre à l'appel de l'AFELSH. Les enquêtes ont débuté en janvier 2007 et doivent s'achever autour de mai 2009. Aussi, certains paramètres observés statistiquement peuvent varier avec l'augmentation des effectifs, mais ceci n'enlève rien à la crédibilité des chiffres.

1. Présentation de l'Université de Dschang et de la FLSH dans leur contexte régional et local

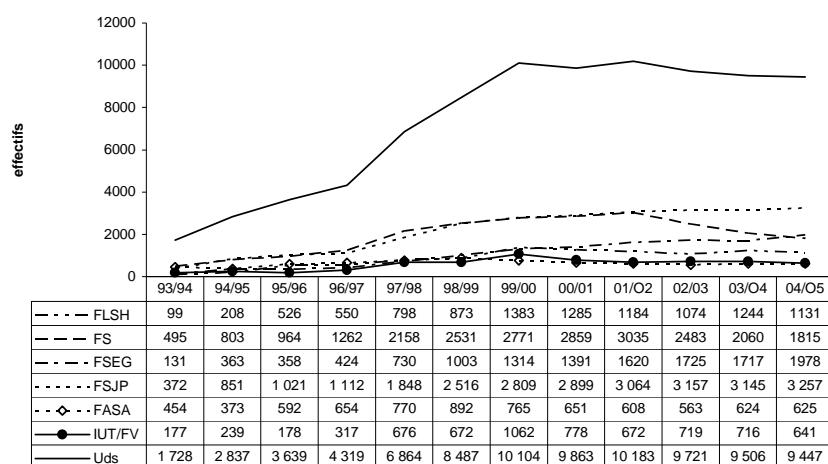
L'université de Dschang se trouve à environ 400 km de Yaoundé. Son éloignement du centre de décisions en fait une « université périphérique ». Le concept d'université périphérique met surtout l'accent sur un certain nombre de difficultés que la distance impose à ce type d'institution : la rétention de son corps enseignant, de sa population estudiantine et l'accès à l'information notamment. Les avantages sont tout aussi importants. Le fait qu'elle ne connaisse pas le rythme infernal des grands centres urbains et qu'elle soit située au cœur d'une région à

forte densité de population et dont les campagnes sont en pleine modernisation, imprime à l'université un cachet particulier.

Du point de vue linguistique, la ville de Dschang qui abrite l'université se situe à l'interface des provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, c'est-à-dire à la frontière des deux blocs linguistiques du Cameroun : francophone et anglophone. C'est à juste titre que l'Université de Dschang est la plus bilingue des universités du Cameroun. Elle dispose de 6 établissements et connaît une croissance des effectifs d'étudiants.

Des données statistiques concernant l'évolution des effectifs d'étudiants, d'enseignants et des infrastructures ont été regroupées dans le cadre de l'élaboration du plan de stratégie de développement de l'université (Kuété, en cours). Il montre que la première décennie de l'Université de Dschang a été marquée par un accroissement vertigineux des effectifs estudiantins. À partir de 2000, on a assisté à une période de décroissance très significative à la Faculté de Sciences. La courbe d'évolution a semblé alors se stabiliser comme l'indique le diagramme ci-dessous. Globalement, les effectifs ont été multipliés par 10 entre 1993 et 2005.

Tableau 1
Évolution des effectifs d'étudiants entre 1993 et 2005

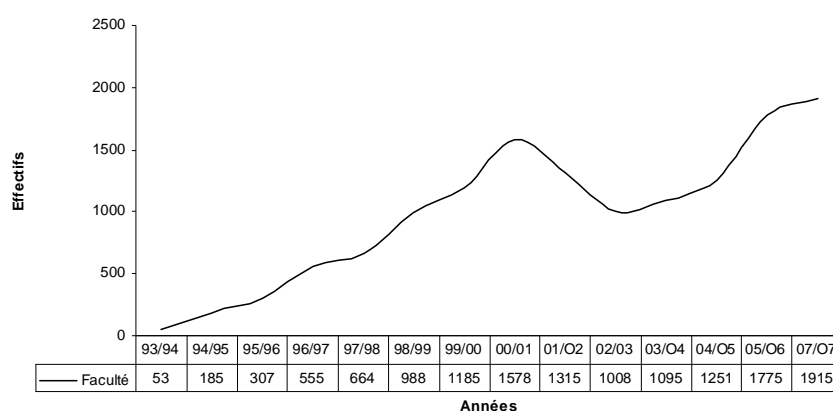


(Kuété, en cours)

Les effectifs des étudiants de la Faculté des lettres ont connu un accroissement assez régulier pour connaître un pic en 2001-2002 et atteindre le chiffre de 1600 étudiants. Cette croissance est due à la sélection drastique qu'opérait l'Université de Buéa dont le trop-plein était mobilisé vers l'université de Dschang. La faculté accueillit alors jusqu'à 2000 étudiants.

Depuis 2002 ces conditions semblent s'être dégradées, la courbe est devenue descendante et a atteint son chiffre le plus bas en 2003 (1095) voir graphique ci-dessous.

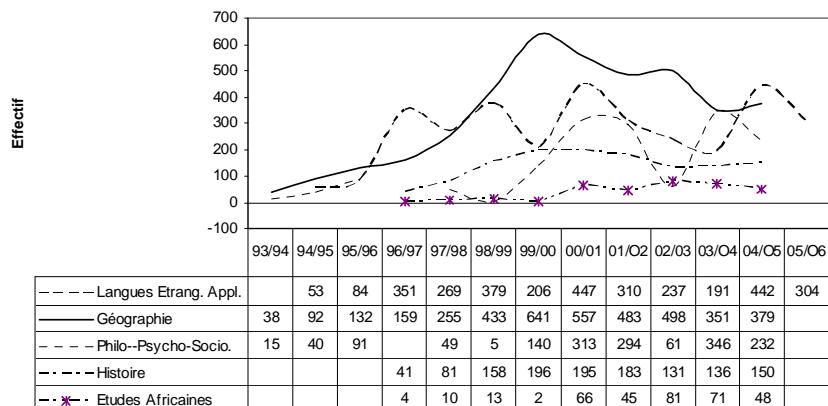
Tableau 2
Évolution des effectifs de la faculté de 1993 à 2007



(Kuété, en cours)

Quand on considère l'évolution des effectifs par département, on distingue deux types : ceux comme la Géographie et l'Histoire dont les effectifs ont peu fluctué pendant la décennie et ceux qui ont connu la valse de leurs effectifs comme les départements des Langues Étrangères Appliquées, de Psychologie et d'Études Africaines.

Tableau 3
Évolution de la population estudiantine par département
de la FLSH de 1993 à 2005



(Kuété, en cours)

2. Suivi – évaluation de quelques anciens diplômés de la FLSH de l’Université de Dschang.

Les résultats présentés ici concernent la Faculté des lettres et sciences humaines de l’université de Dschang. Ils sont publiés à mi-parcours d’une enquête qui a déjà couvert la moitié du terrain, à savoir la province de l’Ouest et la ville de Yaoundé. Le nombre d’anciens étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines (132), interrogés au cours de cette première phase, ne semble pas être suffisamment représentatif au regard des effectifs annuels des diplômés, mais témoigne de la difficulté à les rejoindre sur le terrain. Aussi, il y a lieu de croire que cet échantillon pourrait au moins doubler au terme des enquêtes de terrain qui doivent encore couvrir la province du Nord-Ouest et la métropole Douala.

Le tableau montre, pour toutes les filières, une prépondérance de diplômés dans la tranche d’âge de 25 à 29 ans. Les tranches âgées (40 ans et plus) sont à mettre au compte des redoublements, mais aussi au recyclage des travailleurs qui reprennent une formation universitaire.

Tableau 4
Répartition des diplômés par tranche d'âge suivant les filières

Filières	Géographie	Histoire	Lettre bilingue	Lettre d'expression française	English literature	philosophie	sociologie	Psychologie	trilingue	Littér négro-africaine	TOTAL
20 à 24 ans	01		02	02	01						06
25 à 29	11	03	13	04	03		08	06	06	06	60
30 à 34	12	04	07	02	01	02	03	03	07		41
35 à 39	04	01		01	01	01			04		12
40 à 44				01		01	02	02	03	01	10
45 à 49		01		01							02
50 ans à +						01					01
TOTAL	28	09	22	11	06	05	13	11	20	07	132

La plupart des diplômés âgés de 40 ans et plus sont des fonctionnaires camerounais qui ont bénéficié de leur affection à Dschang pour s'inscrire ou se réinscrire, selon qu'ils avaient déjà fait un cursus postsecondaire ou pas. La ville de Dschang en compte le plus grand nombre. Bien que le tableau en montre peu, la suite des enquêtes va grossir leur effectif. La répartition générale par sexe des diplômés montre une prépondérance pour les femmes, mais qui change d'une filière à une autre. Cette tendance est provisoire, car elle peut s'inverser avec l'augmentation de l'échantillon.

Tableau 5
Répartition des diplômés suivant le sexe et la filière

Filières	Géographie	Histoire	Lettre bilingue	Lettre d'expression française	English literature	philosophie	sociologie	psychologie	trilingue	Littér négro-africaine	TOTAL
Masculin	11	06	07	04	04	04	07	07	11	03	64
Féminin	17	03	15	07	02	01	06	04	09	04	68
TOTAL	28	09	22	11	06	05	13	11	20	07	132

3. Stratégie de recherche d'emploi

Pour savoir comment chaque diplômé a cherché un emploi, on a présenté 12 propositions, en demandant de cocher plusieurs réponses.

Le tableau montre que les méthodes 5 et 6 jugées suffisamment adéquates dans la recherche d'un emploi ont été les moins sollicitées. Par contre, la méthode 10 qui fait appel aux filières relationnelles a été la plus utilisée. Elle est également la méthode prédominante relevée dans les travaux de Lyonga *et al.* (2002). Dans le contexte camerounais, c'est un indicateur d'une situation de corruption selon laquelle les relations sont privilégiées au détriment des compétences.

La faible part de diplômés ayant eu recours à la méthode 12 s'explique par le rejet des concours dans un environnement de forte corruption. À notre avis, beaucoup de ceux qui affirment avoir obtenu un poste par concours ont en fait bénéficié de relations personnelles.

L'absence de diplômés ayant obtenu un emploi à travers les méthodes 7 et 8 montre le désintérêt des autorités universitaires pour le suivi post académique. L'Université de Dschang, comme toutes les autres universités camerounaises, n'a pas une politique d'insertion de ses diplômés et ne dispose pas encore de statistiques sur le devenir de ces derniers. Le rôle d'une étude comme celle-ci est aussi de stimuler cette initiative de prospection dans les institutions universitaires.

4. Les emplois des diplômés de la FLSH et nouveaux défis de la professionnalisation

Les enquêtes auprès des diplômés montrent que ces derniers ont, pour la plupart, une activité, mais sont encore en recherche d'un emploi.

Tableau 6
Appréciation par les diplômés sur l'efficacité
de chacune des méthodes pour trouver un emploi

n°	Méthodes	nbre de diplômés
1	J'ai répondu à un appel de poste vacant	05
2	J'ai contacté des employeurs sans avoir une idée sur la vacance d'un poste	06
3	J'ai fait des annonces de recherche d'emploi moi-même	05
4	J'ai été approché par un employeur	02
5	J'ai approché une agence publique d'emploi	01
6	J'ai contacté une agence commerciale d'emploi	00
7	J'ai bénéficié de l'aide du service de coopération de mon université	00
8	J'ai bénéficié de l'aide du personnel enseignant de mon université	00
9	J'ai établi des contacts en travaillant pendant ma formation académique	03
10	J'ai utilisé des contacts et relations personnels	45
11	J'ai commencé mon propre travail, l'auto-emploi	11
12	Autres (concours, recrutement spécial...)	09

Il se dégage très rapidement, que l'enseignement est la première activité des diplômés des filières, lettres et sciences humaines. Cette prééminence de l'enseignement va se maintenir encore longtemps dans les régions périphériques rurales qui voient se multiplier les établissements d'enseignement secondaire, les seuls débouchés qui s'offrent aux diplômés. Le statut d'enseignant vacataire demeure une activité précaire à faible revenu, moins de 1 000 frs l'heure. Les salaires mensuels varient avec le nombre d'heures de cours dispensées, et se situent entre 40 000 frs et 80 000 frs pour les plus occupés, mais dépassent rarement 100 000 frs cfa.

Tableau 7
Professions exercées par les diplômés suivant les filières
en Lettres et Sciences humaines

	Géographie	Histoire	Lettre bilingue	Lettre d'expr. française	English literature	Philosophie	Sociologie	psychologie	trilingue	Littér. Négro Africaine	TOTAL
Professeur certifié	04		02	01	02	02	03	02	04	01	21
Enseignant vacataire	05	08	10	07	02	01	03	05	13	05	59
Coiffeuse				01							01
Mairie	03		01			01					05
Conservateur									01		01
Banque	02						01	01			04
Religion				01			01				02
Papeterie	01										01
Consultant	01										01
Assurance	01										01
Santé							01				01
Caissier							01				01
Administration	01	01					01	01	02		06
Recherche	03										03
Cyber café								01			01
Secrétariat			01					01			02
Agricult-élevag	01			01							02
Transport	01										01
communicateur						01					01
ONG			01								01
TOTAL DES ACTIFS	23	09	15	11	04	05	11	11	20	06	115
Sans emploi	05		07		02		02			01	17
TOTAL	28	09	22	11	06	05	13	11	20	07	132

En dehors des professeurs certifiés issus de l'École Normale qui ont un emploi stable, les vacataires sont dans l'enseignement à titre provisoire, en espérant trouver une meilleure insertion dans le public.

Peu d'emplois valorisant les filières

Le large éventail de professions exercées par les diplômés de la FLSH utilise très peu les compétences acquises pendant la formation universitaire. Les professions de cartographes, de traducteurs ou de psychothérapeutes...sont inexistantes. Cette inadaptation se traduit dans le tableau 8 par la précarité de l'activité professionnelle dont on distingue emplois durables et emplois temporaires. Les professeurs certifiés (20 %) sont concernés par la catégorie de diplômés satisfaits de leur emploi alors que les vacataires et les autres professions sont classés dans les emplois de survie. À Nairobi, Kimani et Kinyanjui (1998), l'étude consacrée à l'adéquation entre la formation des étudiants en Arts et leur satisfaction dans leur premier emploi, a conclu qu'ils étaient à 97 % employés dans le secteur public contre 3 % seulement dans le privé. Le marché du travail au Cameroun se révèle essentiellement informel, selon Walther (2007), le secteur privé formel qui aurait pu constituer une alternative aux jeunes souffre de l'ajustement structurel et est en décroissance du fait du recul de l'économie moderne.

Les diplômés employés dès la première année après leur diplôme

Ceux qui entrent en activité dès la première année après l'obtention de leur diplôme sont très nombreux, mais sans emploi définitif. Ce sont plus des *emplois de survie* temporaires. Seul le passage par une formation professionnelle (École normale Supérieure) garantit une insertion durable.

Des études spécialisées encore non qualifiantes

Les diplômés engagés dans les cycles de recherche n'en tirent pas toujours des compétences propres à l'insertion dans le milieu du travail. Beaucoup d'étudiants détenant une maîtrise, un master ou un DEA se retrouvent parfois dans l'inconfort des licenciés. Ils constituent la frange la plus réfractaire à nos enquêtes sur le terrain. Pour ceux qui ont un emploi, leur position ne se trouve pas améliorée par la qualité de leur diplôme.

Tableau 8
Situation de l'occupation des diplômés après leur diplôme à la FLSH

Période après l'obtention du diplôme	Employé	Formation professionnelle	Etude spécialisée	Recherche emploi	Ne recherche pas d'emploi	Auto-emploi
1 ^{ère} année	36	13	21	25	7	5
2 ^{ème} année	36	22	21	16	5	5
3 ^{ème} année	48	18	10	9	4	3
4 ^{ème} année	45	15	4	14	2	1
5 ^{ème} année	44	8	1	5	1	
6 ^{ème} année	40	6		3	1	
7 ^{ème} année	37	6		2	1	

Le cas troublant des diplômés ne cherchant pas d'emploi

La situation ces diplômés s'apparente dans le contexte camerounais à la résignation. Elle conforte l'hypothèse selon laquelle la recherche d'emploi par les concours administratifs a été la voie la moins utilisée. Au cours de nos enquêtes, ceux concernés par cette situation nous ont confié n'avoir pas suffisamment de ressources financières pour briguer un poste.

5. Les faiblesses de l'université dans sa démarche antérieure

L'Université de Dschang, créée en 1993 dans une région agricole du Cameroun a jusqu'ici peu d'ancrage dans le monde rural qui l'entoure. Si la Faculté d'agronomie qu'elle

abrite ne s'est pas positionnée comme un outil d'amélioration de la production vivrière, la Faculté des lettres et sciences humaines au contraire, s'est implantée dans la région.

Peu de relations avec les milieux socioprofessionnels

L'Ouest du Cameroun abrite une gamme variée de structures dont des stations de radios, des musées et des ressources touristiques, qui peuvent être mises à contribution pour octroyer une formation professionnalisante aux diplômés des filières Lettres et sciences humaines. Toutefois, aucune politique n'a été mise sur pied pour rapprocher l'université de ces milieux professionnels.

Des enseignements et des enseignants non professionnalisant

L'essentiel des programmes d'enseignement en vigueur dans les nouvelles universités d'état au Cameroun sont repris de ceux de la première université de Yaoundé, qui ont été dispensés pendant plus d'une vingtaine d'années sans aucune auto-évaluation. Ainsi, les enjeux professionnels en cours sont prisonniers des héritages du passé, sur tous les plans. Les résultats concernant l'insertion des diplômés de la FLSH de l'université de Dschang montrent que la réforme entreprise en 1993 n'a en rien comblé les lacunes des programmes d'enseignement de la première université de Yaoundé. Il est aisé pour un lecteur lucide de confronter les chiffres contenus dans les tableaux ci-dessus au rapport dressé par les cadres d'université camerounaise (Njeuma *et al.*, 1999) qui affirme ce qui suit:

« l'un des principaux objectifs des réformes de 1993 a été la professionnalisation des programmes d'enseignement. Pour atteindre un tel but, les universités, en concertation avec les autres intervenants, ont dû définir les besoins du marché local, impliquer les professionnels dans la conception des programmes, définir les qualifications préalables à l'admission dans les différents programmes professionnels et enfin mettre au point des profils types pour le personnel enseignant devant être recruté ».

Les enseignants qui sont tous issus d'universités non professionnelles n'ont suivi dans leur carrière aucun stage en milieu professionnel. Cette absence de formation des formateurs ne prédispose pas à un changement dans le contenu des enseignements. Seuls les intitulés des Unités

de Valeur ont une saveur professionnalisante, pas leur contenu. Parfois aussi, quand le module est intéressant, il se résume en deux UV, ce qui est insuffisant pour donner à l'étudiant le savoir-faire que requiert l'employeur qui pourrait le solliciter. Il y a une absence de pertinence dans le contenu des modules dits de professionnalisation.

À l'insuffisance du contenu s'ajoute le mercantilisme des enseignants qui les dispensent. Dans beaucoup de cas, les cours créés dans les programmes l'ont été pour améliorer leur salaire. De plus, le nombre d'heures de cours supplémentaires dépasse de loin le nombre d'heures de cours réglementaires. L'attribution des charges d'enseignement à l'Université de Dschang comme dans toutes les autres universités camerounaises est parfois entachée de corruption. *Le tribalisme comme fibre relationnelle est le premier créneau qui favorise cette discrimination.* Elle se traduit par l'affectation des cours contre quelques sommes d'argent ou faveur des enseignants qui n'ont pas toujours la qualification ou le profil requis. Cette corruption provoque des frustrations qui se manifestent dans la haine, la xénophobie, l'ethnisme, et empêchent l'émergence d'un esprit d'équipe.

Les exclus du système universitaire alimentent le secteur informel

Les enquêtes de terrain ont permis d'écouter des récits de vie d'anciens étudiants qui ont quitté l'université sans un diplôme, et parfois contre leur gré. De nombreux enseignants, aujourd'hui promus à de hauts postes de responsabilité, sont cités de façon concordante par leurs anciens étudiants comme étant la cause de leurs redoublements ou de leurs échecs. Les filles sont les premières victimes de cette forme de pression dans les cas de harcèlement sexuel. Des garçons ont parfois payé de leurs notes le fait d'avoir eu une relation avec une fille convoitée par un enseignant. Les réseaux d'appartenance ethnique ont parfois régi le fonctionnement des pratiques d'évaluation L'essentiel des diplômés qui exercent des petits métiers de rue comme

moyen de survie ont presque tous ce sentiment de frustration. Face à l'échec d'une ascension sociale par les études universitaires, les exclus du système tentent de s'opposer à la marginalisation en s'insérant dans l'économie informelle. Le système mis en cause est l'évaluation, qui peut être considérée ici comme un indicateur de mauvaise gouvernance universitaire au Cameroun.

Absence de formation pratique en milieu professionnel

Les étudiants des filières lettres et sciences humaines de l'université de Dschang ne suivent pas de stage pratique dans les milieux professionnels. Les services publics peuvent à eux seuls offrir des cadres à cette formation pratique. Les enseignants qui préparent les étudiants aux diplômes ignorent tout des milieux qui pourront les accueillir. De même, les professionnels qui veulent recruter les diplômés ne savent rien du contenu de la formation qu'ils ont reçue. Cette absence de rapprochement entre université et entreprise éloigne de façon significative les curriculums de formation des attentes des employeurs.

Manque d'infrastructure pour la formation en salle

D'après les statistiques présentées dans le *Draft du Plan Stratégique de Développement de l'Université de Dschang à l'horizon 2015* (Kuété, en cours), la FLSH disposait en 2005-2006 de 15 salles de classe dont 5 salles de 150 postes de travail, 1 salle de 184, 4 salles de 72 à 80 et 5 salles de 48 postes. Elle partage avec la FSEG l'amphi 352 soit en moyenne 176 places. Par expérience, il convient de dire que ces capacités sont souvent surestimées. Néanmoins, c'est donc environ 1 300 postes de travail que devait gérer la FLSH pour la formation de ses 1 775 étudiants. Si on admet qu'un poste de travail est égal à 1,75 m², la superficie totale actuelle couverte est de 2 275 m². Si on adopte le mode de calcul ayant permis aux architectes de planifier les infrastructures de l'ancien Centre Universitaire, on évalue à 3 765 m² la superficie des salles

de classes nécessaires à une faculté pour travailler dans des conditions optimales. On estime alors à 1 490 m² le déficit dont souffre la faculté quant aux salles de classe. Globalement, les besoins de la FLSH en 2006 étaient de 8 salles de classes de 100 places et une de 50 places supplémentaires pour ses 1 775 étudiants. 577,5 m² d'espace bâtis étaient nécessaires pour les 11 salles de Travaux pratiques et TD de 30 places pour certains départements comme celui de Géographie, Psychologie, Histoire etc. dont les effectifs s'élèvent à environ 1 000 étudiants.

Les projections faites pour les neuf prochaines années dans ce plan stratégique montrent que les besoins en salles de TP/TD auront pratiquement doublé et concerneront 22 salles, soit 1155 m² d'espace. Au total c'est 6268 m² d'espace bâti supplémentaires qui seront indispensables pour répondre aux conditions de 2015. Il faudrait tenir compte du fait que des besoins de type nouveau, catalysés par la mondialisation et le développement des TIC nécessiteront des salles de type spécial : laboratoires d'informatique, centres multimédias spécialisés, centre de télédétection et SIG et autres laboratoires ou centres de recherche. Il n'est donc pas superflu de penser que c'est 10000 m² supplémentaires d'espace dont aura besoin la Faculté des Lettres.

6. Une faible implication des diplômés de la FLSH sur le développement local et régional

Si l'université, au-delà de la diplomation, joue un rôle dans le développement du capital humain, elle peut aussi être mise à contribution pour le développement de la région. Cette hypothèse est vérifiée au travers de la mesure de l'implication des diplômés dans les structures de développement local (comité de développement villageois, ONG et autres). Le tableau 9 compare les effectifs par sexe et par filière ayant une activité dans le développement local.

Les résultats globaux montrent une prépondérance des hommes exerçant une activité dans une structure de développement communautaire. La vie associative se présentant ici comme une activité secondaire, les femmes y trouvent peu d'attrait, particulièrement à cause des tâches de

ménagères, mais aussi à cause de l'exclusion sociale. L'Ouest et le Nord-Ouest d'où provient l'essentiel des étudiants de l'université de Dschang font partie des sociétés dites hiérarchisées au Cameroun, où les femmes sont peu tolérées dans un rôle de leadership.

Tableau 9
Implication des diplômés au développement suivant le sexe et la filière

	Sociologie	trilingue	psychologie	English literature	Philosophie	Géographie	Histoire	Littér. Nègro Africaine	Lettre bilingue	Lettre d'expr. française	TOTAL	SEXE
OUI	04	05	02	02	02	11	01	02	06		36	Masc
NON	04	05	06	01	02	07	04	00	02	01	33	
OUI	01	03	00	00	01	04	02	01	06	02	21	Fém
NON	04	07	02	03	00	06	00	04	08	03	36	

Une autre barrière psychologique, liée au pouvoir financier, pourrait limiter la participation de jeunes diplômés aux activités associatives, particulièrement aux comités de développement des villages. Ceux qui y détiennent les pouvoirs de décision sont les plus fortunés, parfois sans le profil adéquat pour le poste. Par contre, les diplômés qui ont ce profil n'ont pas de ressources pour se faire écouter. Au cours d'une phase d'enquête, il nous a été rapporté que le droit à la parole a été retiré à un universitaire au cours d'une réunion de comité de développement, faute de pouvoir présenter des garanties financières.

Cette situation d'exclusion très prononcée dans la partie francophone du Cameroun serait moindre dans la partie anglophone qui présente de forts indices de participation communautaire et de gestion participative. L'implication précoce des chefs indigènes dans l'administration de leurs territoires par le colonisateur anglais a préparé ces derniers à la relève, démarche absente dans le système français. Les exemples du développement participatif à Ngoketunja dans le Nord-Ouest anglophone (Mbanga Akei, 2004) et à Batié dans l'Ouest francophone (Tchomga,

2007) illustrent le niveau de décalage entre les deux communautés dans l'adoption de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Le tableau 10 montre aussi une forte proportion des diplômés, impliqués dans les comités de développement villageois (29), les associations d'anciens élèves et étudiants (16) et des ONG (13). Elle est par ailleurs faible dans les ONG, les organismes de développement (04) et autres structures voisines de développement, alors que la contribution des diplômés serait déterminante.

Tableau 10
Type de structure occupée dans le développement en fonction des filières

	Sociologie	trilingue	psychologie	English literature	Philosophie	Géographie	Histoire	Littér. Négro Africaine	Lettre bilingue	Lettre d'expr. française
Comité de développement	02	04		02	02	10	02	01	04	02
Associations élèves/étudiants	01	03	01	02	02	03		01	01	02
Organisation Non Gouvernt	01	02			02	04	01	01	02	
Organisme de développement	01		01		01	01				
Autres structures	01	03				01			02	
Total des postes/filière	06	12	02	04	07	19	03	03	13	04
Total des dipl. interrogés	13	20	11	06	05	28	09	07	22	11

Cette situation est liée à l'inadéquation de la formation dans les filières lettres et sciences humaines en ce qui concerne l'employabilité dans les organismes de développement, et au manque de fonds destinés à la création d'ONG.

Au total, la faible insertion professionnelle des diplômés de la FLSH tant dans les emplois salariés que dans l'appui au développement local montre les insuffisances des programmes d'enseignement. Cette situation interpelle à la fois l'université et l'entreprise. La mise en

commun de nouveaux curriculums pourrait augmenter les compétences des diplômés et partant, leur chance d'insertion.

6. Les solutions envisageables pour améliorer l'insertion des diplômés de la FLSH

En raison de son manque de structures d'insertion professionnelle, l'Ouest du Cameroun qui pourvoit l'essentiel des étudiants à l'université de Dschang, perd ses étudiants au profit de grandes métropoles. Ce déséquilibre est lié à l'inadéquation entre les effectifs formés et le besoin réel du marché du travail. L'ouverture des diplômés de la FLSH aux seules écoles normales et de traduction montre que les capacités d'accueil sont largement dépassées, surtout dans le contexte actuel d'existence de six nouvelles universités. Il est aujourd'hui urgent d'augmenter les compétences des diplômés afin de les diriger vers d'autres secteurs de l'économie nationale.

La nécessité de refonte des programmes

L'enseignement généraliste des filières lettres et sciences humaines ne donne pas l'opportunité aux diplômés de s'ouvrir aux emplois qui nécessitent une compétence technique. Pour favoriser leur employabilité, ces filières généralistes doivent introduire dans les curriculums des enseignements pratiques. Outre les modules de formation fondamentale, chaque discipline doit introduire des modules complémentaires et des modules de professionnalisation. Dans cette démarche de la professionnalisation, les cinq autres domaines d'études dont dispose l'université de Dschang (respectivement dans le droit, l'économie, les sciences, l'agronomie et l'industrie) peuvent permettre aux étudiants de la FLSH de bénéficier des formations transversales. Pour réussir cette réforme, il faut introduire une flexibilité dans la programmation des enseignements entre les facultés, les départements et les filières de manière à favoriser la mobilité des étudiants et à créer des passerelles.

Quel emploi pour quel diplômé?

L'étude du marché du travail dans l'environnement de l'université est une nécessité dans l'optique de la professionnalisation. L'université de Dschang implantée dans les hautes terres nourricières du Cameroun devrait avoir comme mission principale d'aider à l'amélioration de la production agricole de la sous-région. Il importe qu'elle étudie les besoins de la société qu'elle veut servir, ce qui permettrait à l'institution de proposer des formations aux étudiants en fonction des attentes du marché du travail.

L'aide à l'insertion des diplômés

Les diplômés qui quittent l'université de Dschang n'ont pas toujours une idée très claire de leur employabilité. Cette situation s'explique par les forts effectifs de ceux qui ne cherchent pas d'emploi. L'université peut inciter cette réflexion chez les étudiants en instituant un module de formation exigeant la rédaction d'un projet professionnel. Ce module pratique obligerait le futur diplômé à réfléchir sur le projet d'avenir. L'épineux problème du financement pourrait être résolu par l'évaluation et sélection des projets les mieux conçus.

La création des partenariats entre l'université de Dschang et les entreprises de la sous région de l'ouest-Cameroun

L'Ouest-Cameroun comporte des structures publiques et privées susceptibles d'employer les diplômés des filières lettres. Ce sont par exemple les centres de réhabilitation des sourds – muets pour la sociologie et les sciences du langage, les stations radio (radio *Yemba et CRTV*) et la presse écrite pour les lettres bilingues et trilingues, les collectivités territoriales pour la géographie... Le musée des civilisations du Cameroun en construction à Dschang sera aussi un centre d'apprentissage de l'histoire de l'art pour les étudiants de l'Institut des Beaux Arts de Foumban dont l'ouverture est très prochaine. Ces structures peuvent, chacune dans leur domaine, aider à l'amélioration du contenu des formations, dans les filières pourvoyeuses de main d'œuvre.

Le partenariat entre la FLSH et les entreprises peut se concrétiser dans des stages professionnels d'étudiants et d'enseignants, et aussi dans l'implication de ces professionnels dans l'enseignement et l'évaluation des connaissances. Beaucoup d'enseignements à seule fin d'augmenter le nombre d'heures de cours complémentaires, donc le salaire, pourraient s'opposer aux stages en milieu professionnel s'ils n'étaient pas rémunérés. L'entreprise sensée accueillir les enseignants pourrait, elle aussi, exiger des compensations. Du coup, heures de cours et heures de stages doubleraient la charge salariale au point qu'il n'est pas vain de se demander qui paierait le prix de la professionnalisation des filières lettres et sciences humaines?

Conclusion

Les résultats à mi-parcours du suivi des diplômés de la FLSH de l'université de Dschang montrent que les régions de l'Ouest et du Nord- Ouest, principaux foyers pourvoyeurs d'étudiants à la FLSH accueillent peu d'entre eux. Le gros des effectifs des diplômés s'est installé dans les métropoles à la recherche d'un emploi. Cette incapacité pour une région essentiellement agricole à retenir ses diplômés est le résultat d'un manque d'étude de marché du travail avant la création de l'université. Si les diplômés ont presque tous une activité, ils sont encore à la recherche d'un emploi définitif. L'inadéquation entre leur formation et les compétences exigées en milieu professionnel est générale et affecte indifféremment toutes les filières.

La présente étude a également montré que la formation généraliste des filières lettres et sciences humaines est à redéfinir, face aux exigences du marché de travail. Elle nécessite l'ouverture de passerelles sur d'autres facultés et sur d'autres filières. Dans ce nouveau contexte, chaque étudiant devrait définir lui-même son curriculum en fonction de ses ambitions professionnelles. L'allègement des emplois de temps des enseignements obligatoires et la

permanence d'un service d'orientation professionnelle pourraient aider au succès d'une telle démarche.

Les réformes entreprises en 1993, peuvent être considérées comme un échec. Elles ont abouti à la reproduction des mêmes problèmes qui s'étaient posés dans l'unique université de Yaoundé. Le désarroi des diplômés des lettres et sciences humaines affecte toutes les autres filières. L'exemple de la FLSH de l'université de Dschang montre que la réforme d'une université ne peut réussir que si elle prend en compte les études sur les potentialités économiques de son environnement immédiat. Les projets de professionnalisation se heurtent à des enjeux financiers et politiques. L'imbrication quasi permanente entre politique et université est responsable d'un grand nombre de biais et pose le problème de la gouvernance universitaire. Elle oblige les responsables d'université à couvrir les manquements des pouvoirs publics. En somme, la professionnalisation ne peut se faire sans l'indépendance et la bonne gouvernance des universités, sans la démocratisation des régimes politiques.

Bibliographie

Kimani G., et J. Kinyanjui (1998). "Assessment of the effectiveness of bachelor of education programme (B. Ed. Arts) in meeting job needs of graduates of university of Nairobi". Rapport multigraphié, 22 p.

Kuété M. (en cours). « Document de stratégie de développement de l'université de Dschang ». Draft. 213 p.

Lyonga N., *et al.* (2002). "The relevance of higher education to the job market: case study of university of Buea graduates (1996- 1999)", Cameroon, 31 p.

Mbanga Akei L. (2004). *Community participation in rural development: the case of Ngoketunjia division. North west province, Cameroon*, mémoire de DEA, Département de géographie, Université de Yaoundé I, 99 p. Annexes.

Njeuma. L. D., *et al.* (1999). « La réforme d'un système national d'enseignement supérieur : l'exemple du Cameroun », Groupe de Travail sur l'Enseignement Supérieur de l'ADEA, Washington, 28 p.

Schamp, E. W. (2004- 2006). The university as regional driver of development in the african context: the case of Cameroon. A research proposal, Department of human geography, Goethe University, Frankfurt/Main, 18 p.

Tchomga Ph. (2007). *Le développement par le bas: analyse de la démarche associative à Batié (Ouest- Cameroun)*. Thèse de Master en géographie sociale, Université de Dschang, 313 p.

Walther R. (2007). « Quelles stratégies pour professionnaliser l'enseignement supérieur au Cameroun? », Séminaire, 31 janvier et 1^{er} février 2007, Yaoundé, 23 p.